

*Initiatives ministérielles*

Elle a le choix en quelque sorte. Elle peut rester à la maison, retirer l'assurance-chômage et rester auprès des siens, de ses trois enfants, ou elle peut chercher du travail. Elle fait ce que font les milliers de Terre-Neuviens établis à Fort McMurray, Cambridge, Toronto, Halifax et Vancouver, ce que font des centaines de personnes de ma circonscription qui vont travailler sur les voies de CP de la Saskatchewan jusqu'en Colombie-Britannique pendant plusieurs mois d'été et ce que font les centaines d'autres qui travaillent sur des navires dans les Grands Lacs pendant huit ou neuf mois de l'année, loin de leur famille.

En tant que Terre-Neuvien, je trouve extrêmement insultantes les déclarations pieuses de ceux qui veulent nous sauver de nous-mêmes, qui veulent nous arracher à notre paresse. Détrompez-vous. Ce n'est pas la paresse qui a obligé un grand nombre de mes concitoyens de Terre-Neuve à se faire payer l'assurance-chômage au fil des années, non, pas la paresse, l'absolue nécessité.

Comme dans l'exemple que je viens de vous donner de la mère de trois enfants, même quand ils ont le choix de bénéficier de l'assurance-chômage, beaucoup d'entre eux choisissent de chercher mieux.

D'autres de mes collègues de ce côté-ci de la Chambre traiteront des problèmes particuliers de cette mesure législative. Je ne veux qu'en mentionner deux ou trois avant de revenir au thème qui devrait aider les députés à comprendre pourquoi le régime de l'assurance-chômage ne doit pas être saccagé ainsi.

La période d'admissibilité plus longue et la période de prestations plus courte sont deux propositions qui vont désorganiser complètement la région que je représente. Pourquoi? Est-ce un jeu parce que les gens ne veulent pas travailler? Non, c'est parce qu'il n'y a pas de travail.

• (1710)

C'est très facile pour quelqu'un qui vit dans le sud de l'Ontario où l'économie est florissante de passer des jugements sur ceux qui touchent des prestations d'assurance-chômage. C'est une tout autre affaire pour les chômeurs.

Il faut voir la situation à Terre-Neuve et dans certaines régions rurales du Canada. Prenons Terre-Neuve et ma circonscription, Burin—Saint-Georges. Bien des emplois revêtent un caractère saisonnier. Ce n'est la faute de personne, c'est tout simplement comme ça. C'est difficile dans certains coins de Terre-Neuve de pêcher à travers

trois pieds de glace. C'est difficile de pêcher quand les glaces de l'Arctique descendent du Groënland sur la côte nord-est de Terre-Neuve, encore à la fin juin parfois. Il est imprudent de poser des filets qui risquent d'être emportés par un iceberg qui fait plusieurs fois la hauteur d'une maison.

Il y a des réalités auxquelles on n'échappe pas. Quand on gagne sa vie dans les conditions rigoureuses de l'Atlantique Nord, il y a des réalités dont il faut tenir compte. Tout comme on ne se plante pas devant un camion en pleine ville de Toronto, à moins de vouloir en finir avec la vie, on ne navigue pas et on ne pose pas ses filets devant un iceberg.

Tous ceux qui nous expliquent religieusement comment ils vont sauver le Canada en se débarrassant des paresseux devraient aller faire un tour à Terre-Neuve ou à Cambridge, en Ontario, ou à Fort McMurray et rencontrer les Terre-Neuviens paresseux qu'ils dénigrent.

Ils apprendront un certain nombre de choses s'ils font une enquête. Ils constateront qu'il y a plus de natifs de Terre-Neuve qui vivent ailleurs au Canada de nos jours qu'il n'y en a à Terre-Neuve. Je me demande pourquoi. C'est parce qu'ils ont eu le courage d'aller là où il y avait du travail. Mais, pour bien des raisons, certains d'entre eux n'ont pas cette possibilité.

Nous en avons assez d'être traités de fainéants parce que nous recourons à un programme conçu dès le départ pour des gens comme nous.

Qui sommes-nous? Nous sommes des gens qui doivent, sans l'avoir voulu, trouver le moyen de faire le pont entre deux emplois saisonniers. C'est ça la raison d'être de ce régime. C'est pourquoi je trouve inacceptable que le gouvernement veuille le vider de son sens. C'est bien là d'ailleurs son intention, qu'on ne s'y trompe pas.

C'est une véritable politique de déplacement des populations à la mode des conservateurs, version 1989. C'est une tentative méprisable, plutôt mal camouflée, visant à provoquer un exode vers les villes. J'ai des nouvelles pour eux. Je vois, d'après votre signal, monsieur le Président, que mon temps est écoulé. S'il m'en restait, je vous dirais quelles sont ces nouvelles.

En conclusion, monsieur le Président, si ce gouvernement, par le démantèlement du régime d'assurance-chômage, la fermeture de bureaux de poste, l'abandon de lignes ferroviaires, l'imposition d'une autre taxe que ne pourront payer les Canadiens, a l'intention de dépeupler